humanitaire de la justice à ce propos paraît suspecte dans un pays où la mort violente est si fréquente. À certaines époques, on peut y mourir comme à Casas Viejas ou comme dans les arènes de Badajoz. À d'autres époques, selon les nécessités technologiques de l'augmentation du profit, on peut aussi y mourir vite, comme deux cents campeurs pauvres brûlés à Los Alfaques ou soixante-dix bourgeois dans le luxe en plastique d'un grand hôtel de Saragosse. Dira-t-on que nos camarades « terroristes » sont responsables de telles hécatombes ? Non, ils en sont aussi peu coupables que de la pollution du golfe du Mexique, puisque toutes ces petites légèretés ont été commises depuis qu'ils sont en prison.

L'affaire n'est en rien judiciaire. C'est une simple question de rapport de forces. Puisque le gouvernement a un intérêt si évident à ce qu'on ne parle pas de ces camarades, il suffit qu'on oblige à en parler d'une manière telle que le gouvernement soit contraint de conclure que son intérêt immédiat est plutôt de les remettre en liberté que de les maintenir en prison. Que le gouvernement choisisse alors d'en venir à ce résultat par un procès où ils seraient condamnés au nombre d'années de prison qu'ils ont déjà passées, ou bien par une amnistie, ou bien en les laissant s'évader, c'est sans importance. Nous devons cependant insister sur le fait que, tant qu'il n'existe pas un mouvement d'opinion s'exprimant sur leur cas d'une manière qui soit assez forte et menaçante, une évasion qui serait favorisée par les autorités est dangereuse : vous connaissez bien la « ley de fugas », et vous en reverrez plusieurs fois l'application.

Camarades, nous ne nous permettrons pas de vous suggérer, à vous qui êtes sur place et qui, coup par coup, pouvez peser les possibilités et les risques, telle ou telle forme d'action pratique. Pourvu que soit partout mise en avant l'exigence explicite de libération de ces libertaires, toutes les formes d'action sont bonnes, et celles qui font le plus scandale sont les meilleures. En vous groupant par affinités, vous pourrez découvrir ou reprendre, selon vos goûts et les opportunités, n'importe lequel des moyens d'agir qui furent employés en d'autres temps ou qui restent encore à expérimenter, en refusant seulement de tomber dans la bassesse des pétitions respectueuses que pratiquent partout, et vainement, les partis de gauche électoralistes. Il est même tout d'abord inutile de coordonner de telles actions autonomes. Il suffit qu'elles convergent vers le même but spécifique, en le proclamant toujours, et en se multipliant avec le temps. Et quand ce but précis aura été atteint, il se trouvera que ce courant libertaire agissant aura reparu, se sera fait connaître et se connaîtra lui-même. Ainsi un mouvement général sera en marche, qui pourra se coordonner de mieux en mieux pour des buts toujours plus amples.

Le premier but à atteindre serait d'obséder le pays avec cette affaire, ce qui équivaudrait par la même occasion à faire savoir dans le monde l'existence présente du mouvement révolutionnaire libertaire en Espagne, en obligeant tous à savoir l'existence de ces prisonniers, en même temps que l'efficacité de ceux qui les défendent.

Il faut que les noms de ces prisonniers soient connus dans tous les pays où les prolétaires se dressent contre l'État, depuis les ouvriers qui mènent les grandes grèves révolutionnaires de Pologne jusqu'à ceux qui sabotent la production des usines d'Italie, et jusqu'aux contestataires qui vivent devant les portes des asiles psychiatriques de Brejnev ou des prisons de Pinochet.

Comme il y a, malheureusement, trop de noms pour les citer tous (honte ! combien de Puig Antich sentent aujourd'hui autour du cou la pression du garrot, mais pour trente ou quarante années, selon la programmation gouvernementale !), on peut se limiter pour le moment à citer les noms des coupables contre qui la justice réclame, ou a déjà prononcé, des peines de plus de vingt ans de prison : Gabriel Botifoll Gómez, Antonio Cativiela Alfós, Vicente Dom'nguez Medina, Guillermo González Garc'a, Luis Guillardini Gonzalo, José Hernández Tapia, Manuel Nogales Toro. Mais il doit être bien clair que l'on exige la libération de tous les autres, et même des innocents.

Le premier point est de faire connaître largement le problème ; ensuite de ne plus le laisser oublier, en manifestant, toujours plus fortement, une impatience croissante. Les moyens grandiront dans le cours du mouvement. Q'une seule petite usine d'Espagne se mette un jour en grève pour cette revendication, et déjà elle sera un modèle pour tout le pays. Vous n'aurez qu'à faire connaître aussitôt son attitude exemplaire, et la moitié du chemin sera faite. Mais, tout de suite, il ne faudrait pas que s'ouvrît un cours à l'Université, une représentation au théâtre ou une conférence scientifique, sans que quelqu'un, par une interpellation directe ou en faisant pleuvoir des tracts, n'ait posé la question préalable de ce que deviennent nos camarades, et de la date où ils seront enfin libérés. Il ne faudrait pas que l'on pût passer dans une rue d'Espagne sans voir écrits leurs noms. Il faudrait entendre partout chanter des chansons qui parlent d'eux.

Camarades, si nos arguments vous ont paru justes, diffusez et reproduisez au plus vite ce texte par tous les moyens que vous avez, ou que vous pouvez saisir. Et sinon, jetez-le à l'instant même, et commencez tout de suite à en publier d'autres, qui soient meilleurs ! Car il est hors de doute que vous avez tous le droit de juger avec rigueur nos modestes arguments. Mais ce qui est encore plus hors de doute, c'est que la scandaleuse réalité que nous avons révélée de notre mieux n'est pas, elle, un objet de votre jugement : au contraire, c'est elle qui, finalement, va vous juger tous.

Salut !
Vive la liquidation sociale !

LES AMIS INTERNATIONAUX
1er septembre 1980

COORDINATION DES GROUPES AUTONOMES D'ESPAGNE

Appels de la prison de Ségovie

Aux libertaires

GUY DEBORD

Estimables camarades,

Nous regrettons d'avoir à attirer votre attention sur une question grave et urgente que, normalement, vous devriez connaître beaucoup mieux que nous qui sommes au loin, et étrangers. Mais nous sommes obligés de constater que diverses circonstances vous ont jusqu'ici placés dans l'impossibilité de connaître les faits ou leur signification. Nous croyons donc devoir vous exposer clairement ces faits, comme aussi les circonstances qui ont entravé votre information à leur propos.

Plus de cinquante libertaires sont détenus en ce moment dans les prisons d'Espagne, et beaucoup d'entre eux depuis plusieurs années sans jugement. Le monde entier, qui entend parler chaque jour des luttes menées par les Basques, ignore complètement cet aspect de la réalité espagnole d'aujourd'hui. En Espagne même, l'existence et les noms de ces camarades sont parfois cités devant un secteur restreint de l'opinion, mais on garde généralement le silence sur ce qu'ils ont fait et sur leurs motifs ; et rien de concret n'est entrepris pour leur délivrance.

Aussi, quand nous nous adressons à vous tous, nous ne pensons évidemment pas à reconnaître à la C.N.T., telle qu'elle a été reconstituée, un rôle de référence centrale et de représentation des libertaires : tous ceux qui le sont n'en font pas partie, et tous ceux qui en font partie ne le sont pas.

L'heure du syndicalisme révolutionnaire est passée depuis longtemps, parce que, sous le capitalisme modernisé, tout syndicalisme tient sa place reconnue, petite ou grande, dans le spectacle de la discussion démocratique sur les aménagements du statut du salariat, c'est-à-dire en tant qu'interlocuteur et complice de la dictature du salariat : car démocratie et salariat sont incompatibles, et cette incompatibilité, qui a toujours existé essentiellement, se manifeste de nos jours visiblement sur toute la surface de la société mondiale. À partir du moment où le syndicalisme et l'organisation du travail aliéné se reconnaissent réciproquement, comme deux puissances qui établissent entre elles des relations diplomatiques, n'importe quel syndicat développe en lui-même une autre sorte de division du travail, pour conduire son activité réformiste toujours plus dérisoire. Qu'un syndicat se déclare idéologiquement hostile à tous les partis politiques, voilà ce qui ne l'empêche aucunement d'être dans les mains de sa propre bureaucratie de spécialistes de la direction, tout à fait comme un quelconque parti politique. Chaque instant de sa pratique réelle le démontre. L'affaire évoquée ici l'illustre parfaitement puisque, si en Espagne des libertaires organisés avaient dit ce qu'ils devaient dire, nous n'aurions pas eu besoin de le dire à leur place.

De cette cinquantaine de prisonniers libertaires, qui sont en majorité dans la prison de Ségovie, mais aussi ailleurs (« Prison Modèle » de Barcelone, « Carabanchel » et « Yserias » de Madrid, Burgos, Herrera de la Mancha, SoriaÖ), plusieurs sont innocents, ayant été victimes de classiques provocations policières. C'est de ceux-ci que l'on parle un peu, et c'est eux que certains paraissent en principe disposés à défendre, mais plutôt passivement. Cependant les plus nombreux parmi ces prisonniers ont effectivement dynamité des voies ferrées, des tribunaux, des édifices publics. Ils ont recouru à des expropriations à main armée contre diverses entreprises et un bon nombre de banques. Il s'agit notamment d'un groupe d'ouvriers de la SEAT de Barcelone (qui se sont un moment présentés sous le nom d'« Ejercito Revolucionario de Ayuda a los Trabajadores »), qui ont voulu apporter de la sorte une aide pécuniaire aux grévistes de leur usine, ainsi qu'à des chômeurs ; et aussi des « groupes autonomes » de Barcelone, Madrid et Valence, qui ont agi de même, plus longtemps, dans l'intention de propager la révolution par tout le pays. Ces camarades sont également ceux qui se placent sur les positions théoriques les plus avancées. Alors que le procureur demande contre certains d'entre eux des peines individuelles allant de trente à quarante années d'emprisonnement, c'est ceux-là sur lesquels on entretient partout le silence, et que tant de gens préfèrent oublier !

L'État espagnol, avec tous les partis qui, au gouvernement ou dans l'opposition, le reconnaissent et le soutiennent, et les autorités de tous les pays étrangers, toutes sur ce point amies de l'État espagnol, et la direction de la C.N.T. reconstituée, tous, pour différentes raisons, trouvent leur intérêt à maintenir ces camarades dans l'oubli. Et nous, qui avons un intérêt précisément contraire, nous allons dire pourquoi ils le font.

L'État espagnol héritier du franquisme, démocratisé et modernisé juste comme il le faut pour tenir sa place banale dans les conditions ordinaires du capitalisme moderne, et si empressé de se faire admettre dans le pitoyable « Marché commun » de l'Europe (et, en effet, il le mérite), se présente officiellement comme la réconciliation des vainqueurs et des vaincus de la guerre civile,

c'est-à-dire des franquistes et des républicains ; et il est vrai qu'il est cela. Les nuances ont là peu d'importance : si, du côté des démocrates staliniens, Carrillo est peut-être à présent un peu plus royaliste que Berlinguer, en revanche, du côté des princes de droit divin, le roi d'Espagne est assurément tout aussi républicain que Giscard d'Estaing. Mais la vérité plus profonde et plus décisive, c'est que l'État espagnol d'aujourd'hui est en fait la réconciliation tardive de tous les vainqueurs de la contre-révolution. Ils sont enfin réunis amicalement, dans la bienveillance qu'ils se devaient réciproquement, ceux qui ont voulu gagner et ceux qui ont voulu perdre, ceux qui ont tué Lorca et ceux qui ont tué Nin. Car toutes les forces qui, en ce temps-là, étaient en guerre contre la République ou bien contrôlaient les pouvoirs de cette République, ce sont tous les partis qui siègent aujourd'hui aux Cortès, poursuivaient, de diverses manières sanglantes, et atteignirent le même but : abattre la révolution prolétarienne de 1936, la plus grande que l'histoire ait vu commencer jusqu'à ce jour, et donc aussi celle qui encore préfigure au mieux le futur. La seule force organisée qui ait eu alors la volonté et la capacité de préparer cette révolution, de la faire et, quoique avec moins de lucidité et de fermeté, de la défendre, ce fut le mouvement anarchiste (appuyé uniquement, et dans une mesure incomparablement plus faible, par le P.O.U.M.).

L'État et tous ses partisans n'oublient jamais ces terribles souvenirs, mais s'emploient continuellement à les faire oublier au peuple. Voilà pourquoi le gouvernement préfère, pour le moment, laisser dans l'ombre le péril libertaire. Il aime mieux évidemment parler du G.R.A.P.O., forme idéale d'un péril bien contrôlé, puisque ce groupe est, dès l'origine, manipulé par les Services Spéciaux, exactement comme les « Brigades Rouges » en Italie, ou comme la pseudo-organisation terroriste, au nom encore imprécisé, dont le gouvernement français fait annoncer depuis quelques mois, par une série de petits coups, l'opportune entrée en scène. Le gouvernement espagnol, satisfait de son G.R.A.P.O., serait sans doute très content de ne pas avoir en plus à parler des Basques. Il y est pourtant contraint par leurs luttes effectives. Mais, après tout, les Basques combattent pour obtenir un État indépendant, et le capitalisme espagnol pourra aisément survivre à une telle perte. Le point décisif est cependant que les Basques savent très bien défendre leurs prisonniers, qu'ils ne laissent pas oublier un instant. La solidarité avait toujours été chez elle en Espagne. Si on ne la voyait plus que chez les Basques, à quoi ressemblerait l'Espagne quand les Basques s'en seront séparés ?

Les autres États de l'Europe s'accommoderaient sans peine d'un Euskadi indépendant mais, affrontant depuis 1968 une crise sociale sans remède, ils sont aussi intéressés que le gouvernement de Madrid à ce que l'on ne voie pas reparaître un courant révolutionnaire internationaliste en Espagne. Ce qui signifie, selon les plus récentes techniques de la domination : qu'on ne le voie pas, même quand il reparaît. Ces États, eux aussi, se souviennent de ce qu'ils ont dû faire, en 1936, les totalitaires de Moscou, Berlin et Rome, aussi bien que les « démocrates » de Paris et Londres, tous en accord sur le besoin essentiel d'écraser la révolution libertaire ; et plusieurs pour cela acceptant d'un cúur léger les pertes ou l'accroissement des risques dans les conflits plus secondaires qui les opposaient entre eux. Or, aujourd'hui, toute l'information est partout étatisée, formellement ou sournoisement. Toute presse « démocratique » se trouve si passionnée, et si angoissée, pour le maintien de l'ordre social qu'il n'est même plus nécessaire que son gouvernement l'achète. Elle s'offre gracieusement pour soutenir n'importe quel gouvernement en publiant exactement l'inverse de la vérité sur chaque question, même très petite ; puisque aujourd'hui la réalité de toute question, même des plus petites, est devenue menaçante pour l'ordre établi. Il n'y a aucun sujet pourtant où la presse, bourgeoise ou bureaucratique, trouve ses délices à mentir comme lorsqu'il s'agit de cacher la réalité d'une action révolutionnaire.

Enfin, la C.N.T. reconstituée éprouve dans cette affaire un embarras réel. Ce n'est pas par indifférence ou par prudence qu'elle est portée à se taire. Les dirigeants de la C.N.T. veulent être un pôle de regroupement des libertaires sur une base syndicaliste, en fait modérée et acceptable par l'ordre établi. Les camarades qui ont recouru aux expropriations représentent, de ce seul fait, un pôle de regroupement absolument contraire. Si les uns ont raison, les autres se trompent. Chacun est fils de ses úuvres, et l'on doit choisir entre les uns ou les autres en examinant le sens, la finalité de leurs actions. Si vous aviez vu la C.N.T. mener de grandes luttes révolutionnaires durant ces dernières années que les camarades expropriateurs ont passées en prison, alors vous pourriez conclure que ceux-ci ont été un peu trop impatients et aventuristes (et d'ailleurs la C.N.T., animant de grandes luttes révolutionnaires, aurait quand même, en dépit des divergences, dignement agi pour les défendre). Mais si vous voyez plutôt que cette C.N.T. se satisfait de ramasser quelques pauvres miettes dans la modernisation de l'Espagne, dont pourtant la nouveauté n'a pas de quoi donner le vertige, alors il faut admettre que ceux qui ont pris les armes n'avaient pas fondamentalement tort. Finalement, c'était le prolétariat révolutionnaire d'Espagne qui, autrefois, a créé la C.N.T., et non l'inverse.

Quand la dictature a jugé que le temps était venu de s'améliorer un peu, bien d'autres ont pensé cueillir, dans cette libéralisation, quelques petits avantages. Mais eux, ces camarades autonomes, ils ont tout de suite trouvé déshonorant de s'en contenter. Ils ont aussitôt ressenti le besoin d'exiger tout, parce que, véritablement, après avoir subi pendant quarante années toute la contre-révolution, rien ne sera lavé de cette injure avant d'avoir réaffirmé et fait triompher toute la révolution. Qui peut se dire libertaire, et blâmer les fils de Durruti ?

Les organisations passent, mais la subversion ne cessera pas d'être aimée : « ¿Quién te vió y no te recuerda ? » Les libertaires sont aujourd'hui encore nombreux en Espagne, et ils seront bien plus nombreux demain. Et heureusement, la plupart, et notamment la plupart des ouvriers libertaires, sont maintenant des incontrôlés.

De plus, beaucoup de gens, comme partout en Europe, ont engagé des luttes particulières contre quelques aspects insupportables, très anciens ou très nouveaux, de la société oppressive. Toutes ces luttes sont nécessaires : à quoi bon faire une révolution, si les femmes ou les homosexuels ne sont pas libres ? À quoi bon être un jour libérés de la marchandise et de la spécialisation autoritaire, si une dégradation irréversible de l'environnement naturel imposait de nouvelles limitations objectives à notre liberté ? En même temps, parmi ceux qui se sont sérieusement engagés dans ces luttes particulières, personne ne peut penser obtenir une réelle satisfaction de ses exigences aussi longtemps que l'État n'aura pas été dissous. Car toute cette déraison pratique est la raison de l'État.

Nous n'ignorons pas que beaucoup de libertaires peuvent se trouver en désaccord avec plusieurs thèses des camarades autonomes, et ne voudraient pas donner l'impression qu'ils s'y rallient complètement en prenant leur défense. Allons donc ! on ne discute pas de stratégie avec des camarades qui sont en prison. Pour que cette intéressante discussion puisse commencer, il faut d'abord les ramener dans la rue. Nous croyons que ces divergences d'opinions, qui, grossies à la lumière de scrupules excessifs, risqueraient de porter quelques-uns de ceux qui se disent finalement révolutionnaires à ne pas regarder cette défense comme leur affaire, peuvent se ramener à quatre types de considérations. Ou bien certains libertaires jugent autrement, dans une optique moins impatiente ou plus facilement apaisable, la situation actuelle de l'Espagne et ses perspectives d'avenir. Ou bien ils ne sont pas d'accord sur l'efficacité des formes de lutte que ces groupes autonomes ont choisies à ce stade. Ou bien ils voient le cas où ceux-ci se sont délibérément mis comme étant peu défendable sur le plan des principes, ou seulement sur le plan judiciaire. Ou bien ils croient manquer complètement de moyens d'intervention. Nous estimons que nous pouvons très facilement réduire à rien toutes ces objections.

Ceux qui attendent maintenant quelque nouvelle amélioration dans la situation socio-politique de l'Espagne sont évidemment ceux qui se trompent le plus. Tous les plaisirs de la démocratie permise ont déjà passé leurs plus beaux jours, et chacun a pu voir qu'ils n'étaient que cela. Désormais tout s'aggravera, en Espagne comme partout ailleurs. Les historiens s'accordent généralement pour considérer que le principal facteur qui, pendant une centaine d'années, a rendu l'Espagne révolutionnaire, ce fut l'incapacité de ses classes dirigeantes à lui faire rejoindre le niveau du développement économique du capitalisme qui, dans le même temps, assurait aux pays les plus avancés de l'Europe, et aux États-Unis, des périodes beaucoup plus longues de paix sociale. Eh bien ! maintenant l'Espagne va devoir encore être révolutionnaire pour cette nouvelle raison que, si la classe dirigeante modernisée de l'après-franquisme se montre peut-être plus habile pour rejoindre les conditions générales du capitalisme actuel, elle y arrive trop tard, précisément à l'instant où tout ceci se décompose. On constate universellement que la vie des gens et la pensée des dirigeants se dégradent chaque jour un peu plus, et notamment dans ce malheureux « Marché commun » où tous vos francisés au pouvoir vous promettent de vous amener comme si c'était une fête. La production autoritaire du mensonge y grandit jusqu'à la schizophrénie publique, le consentement des prolétaires se dissout, tout ordre social se défait. L'Espagne ne deviendra pas paisible puisque, dans le reste du monde, la paix est morte. Un autre élément décisif dans la propension de l'Espagne au désordre fut assurément l'esprit d'autonomie libertaire qui était si fort dans son prolétariat. C'est justement la tendance à laquelle l'histoire de ce siècle a donné raison, et qui se répand partout, puisque partout on a pu voir où mène le processus de totalitarisation de l'État moderne, et à quels tristes résultats est parvenu, par des moyens cannibalesques, le mouvement ouvrier dominé par des bureaucraties autoritaires et étatistes. Ainsi donc, au moment où, dans tous les pays, les révolutionnaires deviennent, sur cette question centrale, espagnols, vous, vous ne pouvez penser à devenir autres.

Nous comprenons beaucoup mieux les objections qui peuvent être faites sur un plan purement stratégique. On peut en effet se demander si, par exemple, piller des banques pour employer l'argent à acheter des machines d'imprimerie, qui ensuite devront servir à publier des écrits subversifs, constitue bien la voie la plus logique et la plus efficace. Mais en tout cas ces camarades ont incontestablement atteint l'efficacité, quoique d'une autre manière : simplement en finissant par se faire emprisonner pour avoir, longuement et sans hésitation, appliqué ce programme d'action qu'ils s'étaient tracé eux-mêmes. Ils ont rendu un très grand service à la cause de la révolution, en Espagne et dans tous les pays, précisément parce qu'ils ont créé ainsi un champ pratique évident qui permettra à tous les libertaires épars en Espagne d'apparaître et de se reconnaître dans la lutte pour leur libération. Par leur initiative, ils vous épargnent la peine de chercher, à travers de longues et difficiles discussions, quelle serait la meilleure façon de commencer à agir. Il ne peut y en avoir de meilleure que celle-ci, car elle est très juste en théorie et très bonne en pratique.

Certains libertaires auront peut-être l'impression que la gravité des faits, sur le plan judiciaire, rend plus difficile la défense de ces camarades. Nous pensons au contraire que c'est la gravité même de ces faits qui facilite toute action bien calculée en leur faveur. Des libertaires ne peuvent, par principe, accorder de valeur à aucune loi de l'État, et ceci est tout particulièrement vrai quand il s'agit de l'État espagnol : considérant la légalité de son origine, et tout son comportement ultérieur, sa justice ne peut plus décemment fonctionner que sous la forme de l'amnistie proclamée en permanence, pour n'importe qui. Par ailleurs, attaquer les banques est naturellement un crime fort grave aux yeux des capitalistes ; non aux yeux de leurs ennemis. Ce qui est blâmable, c'est de voler les pauvres. (...) Il est arrivé que, dans une rencontre où s'échangèrent des coups de feu, un gardien fût tué. L'indignation